

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0128

**RELATIVE A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE n°19-095
(Lot n°1.03 Charpente métallique et enveloppe Chirongui)**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillère départementale représentée :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITA

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;

Considérant le rapport n°2023-1865 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la Commission Administration Générale, Transports et Transition Ecologique en date du 06 juillet 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentées,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le protocole transactionnel pour solder financièrement le marché n°19-095 (Lot n°1.03 Charpente métallique et enveloppe Chirongui) ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE n°19-095
(Lot n°1.03 Charpente métallique et enveloppe Chirongui)**

ENTRE :

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE**, ayant son siège 8, rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par son président en exercice, dûment habilité par délibération de l'assemblée du conseil départemental n°... en date du ... 2023 (*Annexe n°1*),

Ci-après le « **DEPARTEMENT** »,

ET :

ALKAR MAYOTTE SARL, SARL inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 819 625 443, dont le siège est BAL n°38 Place Mariage CS 73904, 97600 Mamoudzou, prise en la personne de son représentant légal,

ALKAR SCOP, société coopérative de production à forme anonyme inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 327 115 226, dont le siège est ZA René Elissabide, 14 avenue René Elissabide, 64130 Mauléon Licharre, prise en la personne de son représentant légal,

Ci-après « **ALKAR** »,

Ci-après ensemble les « **PARTIES** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1. Dans le cadre de l'aménagement de pôles d'échanges pour le réseau des lignes de transport sur les sites de Chirongui-Coconi et Dzoumogné, le DEPARTEMENT a notifié le 29 avril 2019 à un groupement conjoint composé d'ALKAR et de SCOP ALKAR (ci-après le GROUPEMENT) un marché portant sur la fourniture et la pose des ossatures métalliques, couvertures, bardages et évacuation des eaux pluviales sur le site de Chirongui pour un montant 537 909 € (Lot n°1.03 - marché n°19-095) (ci-après le « Marché »).

2. Le 4 juillet 2019, un OS n°1 de démarrage de la période de préparation préalable à l'exécution des prestations du Marché a été notifié à ALKAR.

C'est dans ces conditions que le GROUPEMENT a réalisé les études, approvisionné les matériaux et fabriqué la charpente (représentant environ 80% du prix du Marché). Les matériaux ont été livrés au port de Mamoudzou dans 4 containers suivant le calendrier suivant :

	Numéro container	Lots	Date arrivée port (ETA)
Container 4	TCLU 757902/1	Lot 103	30/07/2020
Container 5	TCLU 716069/4	Lot 103 et 203	30/07/2020
Container 6	CMAU 8000859/5	Lot 103	30/07/2020
Container 7	TCLU 715528/1	Lot 103	01/08/2020

3. Toutefois, l'exécution du Marché a été impactée par des retards de plusieurs mois causés par la crise sanitaire à compter de juillet 2020.

Ainsi, l'OS n°6 de démarrage des travaux n'a pu être notifié au GROUPEMENT qu'à compter du 28 octobre 2020.

Jusqu'en janvier 2021, le GROUPEMENT a été contraint de supporter des frais d'immobilisation des matériaux restés au port, ce qui représente une charge importante de frais de stockage et surestaries au sein du terminal, facturés par la compagnie maritime.

4. Le 2 novembre 2022, ALKAR Mayotte a déposé pour son compte un mémoire en réclamation pour être indemnisée de préjudices que lui ont causé l'exécution du Marché. Il est réclamé :

- 73 717 € au titre des immobilisations matérielles et des matériaux,
- 8 213,70 € au titre des intérêts moratoires,
- 311 064,86 € au titre du « défaut de couverture des frais fixes »,

Soit au total 392 995,56 €.

5. Dans ce contexte, les PARTIES se sont rapprochées afin de rechercher une solution amiable à leur différend.

Après avoir pris la mesure de leur désaccord, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, et après s'être mutuellement consenties des concessions, les PARTIES ont décidé de conclure le présent protocole transactionnel (ci-après le « Protocole »).

Ce préambule (ci-après le « Préambule ») fait partie intégrante du Protocole.

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent Protocole a pour objet de mettre fin aux litiges nés ou à naître entre les Parties et ayant trait aux éléments rappelés au Préambule, sous réserve d'une exécution complète des engagements pris par chacune d'entre elles dans le cadre du Protocole.

A cette fin et sans aucune reconnaissance de responsabilité de la part des PARTIES, ni du bien-fondé de leurs positions et de leurs prétentions respectives, les PARTIES s'accordent sur des concessions réciproques, à titre transactionnel.

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

Les PARTIES affirment que le Protocole traduit de part et d'autre l'existence de concessions réciproques, indiquées ci-après.

2.1. Concessions du DEPARTEMENT

2.1.1 Le DEPARTEMENT consent à indemniser le GROUPEMENT des sommes réclamées au titre d'une immobilisation de matériaux, soit soixante-treize mille sept cent dix-sept (73 717) €, en considérant qu'elle relève de sujétions imprévues, c'est-à-dire des difficultés matérielles rencontrées lors de l'exécution du Marché, présentant un caractère exceptionnel, imprévisibles lors de la conclusion du contrat et dont la cause est extérieure aux parties (CE, 30 juillet 2003, n° 223445, *Commune de Lens*). En outre, ALKAR a produit les factures des immobilisations, démontrant la certitude du préjudice allégué.

2.1.2 Le DEPARTEMENT consent à indemniser ALKAR d'une partie des sommes réclamées au titre de sa perte en industrie, résultant de l'allongement de la durée d'exécution du Marché, soit la somme de cent dix-huit mille six cents (118 600) €, en considérant :

- Qu'un maître d'ouvrage peut répondre des conséquences dommageables résultant du non-respect du délai contractuel des travaux, lesquelles consistent en une perte de productivité résultant de l'impossibilité de couvrir les charges fixes par l'affectation sur d'autres chantiers des moyens matériels et humains de l'entreprise (CAA de Lyon, 17 décembre 2009, n°07LY01029) ;
- Que les retards dans le cadre de l'exécution du Marché, non imputables à ALKAR, sont démontrés par ALKAR dans sa réclamation ;
- Un taux de marge raisonnable, s'appuyant sur l'analyse des comptes d'ALKAR au 30 juin 2020, ainsi que sur le taux de marge brut moyen dans les entreprises du secteur de la construction en France en 2020 mesuré par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015613>).

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

2.1.3 Le DEPARTEMENT règlera les intérêts moratoires réclamés par le GROUPEMENT (2 décomptes mensuels auraient été réglés avec retard) soit la somme de huit mille deux cent quatorze (8 214) €.

2.2. Concessions du GROUPEMENT

2.2.1 En contre partie du paiement de la somme de deux cent mille cinq cent trente et un (200 531) € de l'article 2.1, ALKAR renonce de manière définitive à toutes réserve, réclamation, instance ou recours nés ou à naître, sur quelque fondement juridique que ce soit, à l'encontre du DEPARTEMENT, son éventuel assureur ou ses agents, ou leurs ayants droits, afin d'obtenir une quelconque indemnisation des préjudices qu'ils estiment avoir subi du fait de l'exécution du Marché jusqu'à la date de signature du présent Protocole.

Cette renonciation inclut notamment toutes les sommes réclamées à ce jour, et notamment celle de la réclamation du 25 octobre 2022 visée en Préambule. Cette renonciation ne concerne pas le solde du au titre de l'exécution du marché.

2.2.2 ALKAR garantit le DEPARTEMENT contre tout recours éventuel intenté par un de ses co-traitant ou sous-traitant à l'encontre du DEPARTEMENT pour obtenir une quelconque indemnisation des sommes concernées par l'article 4.2.1.

ARTICLE 3 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Toutes les clauses et conditions du Marché continuent de s'appliquer sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux stipulations contenues dans le Protocole, ces dernières prévalant en cas de contradiction.

En particulier, les clauses du Marché afférentes aux garanties continuent de s'appliquer pleinement et ne sont pas affectées par le Protocole.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET – EXECUTION - DOMICILE

4.1. Date d'entrée en vigueur du Protocole

Le Protocole est soumis à l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT.

Le Protocole entrera en vigueur après sa signature par les PARTIES dûment habilitées à cet effet et de sa transmission au représentant de l'Etat. La transmission au représentant de l'Etat devra être réalisée par le DEPARTEMENT dans un délai maximal de 8 jours à compter de la décision autorisant le Président à signer.

La signature du protocole devra avoir lieu dans un délai maximal de 15 jours à compter de la date de la délibération autorisant la signature du Protocole.

4.2 Calendrier de règlement

Les montants à régler par le DEPARTEMENT, résultant de l'application de l'article 2.1 du Protocole, seront réglés dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

Le paiement de ces sommes dues par le DEPARTEMENT sera effectué par le comptable assignataire du DEPARTEMENT, sur présentation des justificatifs suivants :

- Un exemplaire signé du Protocole,
- La délibération autorisant la signature du Protocole, et
- La preuve de la transmission du Protocole au contrôle de légalité.

Le règlement sera effectué sur le compte d'ALKAR MAYOTTE SARL.

ALKAR MAYOTTE SARL fera son affaire du règlement de la quote-part éventuellement due à ses co-traitants et sous-traitants, notamment ALKAR SCOP. La responsabilité du DEPARTEMENT ne saurait être engagée quant au règlement de ces sommes.

4.4 Domicile

Pour l'exécution des présentes, les PARTIES font éléction de domicile en leur siège sus-indiqué.

ARTICLE 5 – TRANSACTION

Les PARTIES rappellent que la présente transaction est expressément soumise aux dispositions du titre XV du livre III du code civil « Des transactions » (Articles 2044 à 2052).

Elles n'emportent en aucun cas reconnaissance, par une partie, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

Chacune des PARTIES garantit à l'autre qu'elle est autorisée et habilitée sans restriction à conclure le Protocole.

Chacune des PARTIES reconnaît être parfaitement informée de la teneur et de l'étendue de ses droits. Elle consent librement et sans contrainte au Protocole après avoir pesé l'ensemble de ses avantages et inconvénients.

Sous réserve de la pleine exécution des engagements pris par application du présent Protocole transactionnel, les PARTIES reconnaissent, par l'effet dudit Protocole, être mutuellement remplies dans leurs droits respectifs et intégralement désintéressées l'une envers l'autre de toute prétention afférente aux faits mentionnés dans ledit Protocole et s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux termes des présentes.

Toute disposition du Protocole qui viendrait à être déclarée illégale, nulle ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, entraînera la nullité de l'ensemble du Protocole. Dans une telle hypothèse néanmoins, les PARTIES conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Protocole une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des PARTIES, dans le respect des lois et règlements applicables.

Par exception, si l'alinéa 2 de l'article 6 du Protocole donnant compétence au tribunal administratif de Bordeaux devait être déclaré illégal, nul ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, il deviendrait sans effet devant ladite juridiction ou autorité, mais ne saurait porter atteinte aux autres dispositions du Protocole.

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

ARTICLE 6 – COMPETENCE

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du Protocole, les PARTIES s'efforceront de s'entretenir à l'amiable par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels. A défaut, les juridictions administratives sont compétentes pour tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution du Protocole.

Le tribunal administratif de Bordeaux est compétent en première instance.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES s'obligent à garder confidentiel tant l'existence que le contenu du Protocole, sous réserves, d'une part, des formalités à accomplir par le DEPARTEMENT en vue d'assurer sa conclusion et son exécution et, d'autre part, de leurs obligations légales respectives et notamment la possibilité pour ALKAR de remettre ce protocole à son commissaire aux comptes.

ARTICLE 8 – FRAIS

Chacune des PARTIES garde à sa charge les frais qu'elle a exposés pour l'établissement du Protocole.

Sont annexées à la transaction, comme en faisant intégralement partie, les pièces suivantes :

- Annexe 1 : Décision de l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT autorisant son président à signer le Protocole.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Pour le DEPARTEMENT	Le A	Signature :
Pour ALKAR MAYOTTE	Le A	Signature :
Pour ALKAR SCOP	Le A	Signature :

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP